Catalogue 11-002F (English 11-002E) ISSN 0380-0563

I·N·F·O·M·A·T

REVUE HEBDOMADAIRE

Le vendredi 3 mai 1991

LIBRARY BIBLIOTHÈQUE

APERÇU

- **PIB inchangé**
  En raison de la reprise observée dans un certain nombre d'industries, en particulier dans les services, le PIB réel au coût des facteurs est demeuré inchangé en février, après avoir diminué sans arrêt depuis octobre 1990.
- **Forte baisse des emprunts**
  En 1990 les emprunts ont chuté fortement de sorte que la dette des secteurs non financiers canadiens sur le marché du crédit s'est accrue plus lentement qu'en 1989.
- **Alberta en tête de la croissance économique**
  Le PIB aux prix du marché de l'Alberta s'est accru de 7,2 % en 1990; ceci représentait la plus forte hausse provinciale.
- **Valeur des permis de bâtir inchangée**
  Après avoir généralement diminué pendant un an et demi, la valeur des permis de bâtir est demeurée pratiquement inchangée en février.
- **Rémunération en hausse accélérée**
  En février, la rémunération hebdomadaire moyenne était en hausse de 6,2 % par rapport à février 1990, sa plus forte augmentation d'une année à l'autre en un an.
- **Les prix du pétrole brut font baisser l'IPMB**
  En mars, l'indice des prix des matières brutes a diminué de 5 %. Cette quatrième baisse consécutive était principalement attribuable à la chute des prix du pétrole brut.
- **IPPI toujours en baisse**
  L'indice des prix des produits industriels a diminué de 0,4 %, une deuxième baisse consécutive.
- **Stocks de grains inégalés en trois ans**
  Le 31 mars 1991, les stocks des huit principaux grains totalisaient 37,9 millions de tonnes métriques, leur niveau le plus élevé depuis 1987.

PIB inchangé

En raison de la reprise observée dans un certain nombre d'industries, en particulier dans les services, le produit intérieur brut réel au coût des facteurs est demeuré inchangé en février, après avoir diminué sans arrêt depuis octobre 1990.

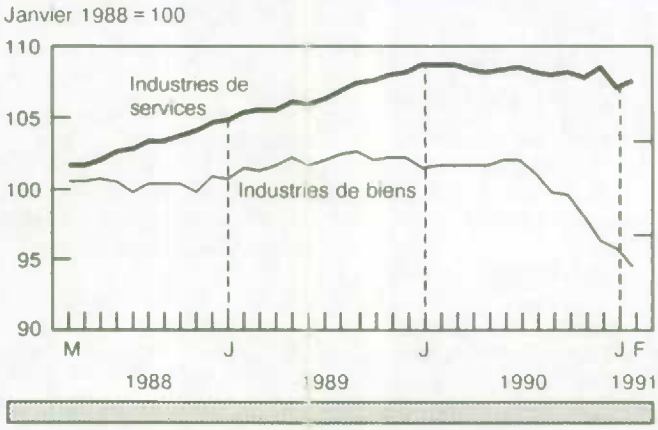
La production des services s'est accrue de 0,7 %, après avoir diminué de 1,4 % en janvier, au moment où on notait de fortes baisses du commerce de détail et du commerce de gros.

La production du secteur de la finance, des assurances et des affaires immobilières a bondi de 1,9 %, sa plus forte hausse mensuelle depuis avril 1986. Après avoir diminué de 4,6 % en janvier, le commerce de détail a remonté de 1,9 % en février. Le commerce de gros s'est accru de 1,6 %, après avoir fortement déminué en janvier. Après avoir diminué de 0,9 % en janvier, la production des services socio-culturels, commerciaux et personnels a de nouveau fléchi (- 0,5 %) en février.

La production des industries de biens a diminué de 1,4 %, ce qui représentait un huitième recul consécutif, et faisait tomber la production à un niveau inférieur de 8,0 % au sommet de septembre 1989. Bien que toutes les industries de

(suite à la page 2)

Production selon le secteur



... PIB inchangé

biens aient signalé des baisses, la construction et les services publics ont été à l'origine de 70 % de la réduction.

La production du secteur de la construction a dégringolé de 3,2 %, un recul supérieur à ceux des trois mois précédents. Comme elles le font depuis quelques mois, la production du secteur résidentiel, celle du secteur non résidentiel et celle du secteur des travaux de génie ont toutes diminué. La production des services publics a diminué de 4,1 %, après avoir augmenté de 3,3 % en janvier. La baisse de la production manufacturière a ralenti et est passée à 0,3 %, après avoir fortement diminué au cours des trois mois précédents. Depuis quelques mois, les baisses de production touchent un nombre de moins en moins grand d'industries.

Pour de plus amples renseignements, commander Produit intérieur brut par industrie (numéro 15-001 au catalogue) ou communiquer avec la Division des mesures et de l'analyse des industries au (613) 951-9164.

Forte baisse des emprunts

En 1990, à cause de la récession économique, les emprunts ont chuté fortement de sorte que la dette des secteurs non financiers canadiens sur le marché du crédit s'est accrue plus lentement que l'année précédente. Comme elle ne s'est accrue que de 7 %, comparativement à 11 % en 1989, la dette de ces secteurs atteignait 1 300 milliards de dollars à la fin de 1990. Malgré cela, le ratio de cette dette au PIB est monté à 1,91, un niveau nettement supérieur à ceux de 1,83 et de 1,73 enregistrés en 1989 et en 1987 respectivement. Il poursuivait la forte tendance à la hausse amorcée au milieu des années 70.

L'actif total du secteur des particuliers s'est accru de 6 %, soit une hausse plus lente que celle de l'année précédente (9 %). La valeur nette s'est accrue plus lentement en 1990, le passif ayant augmenté plus rapidement que l'actif. L'encours de crédit à la consommation et la dette hypothécaire ont augmenté de 7 %, pour atteindre 363 milliards de dollars, comparativement à 10 % en 1989. La montée des taux d'intérêt a freiné la demande d'emprunts hypothécaires pendant l'année. Quoiqu'il en soit, le crédit à la consommation et la dette hypothécaire, une fois combinés, ont atteint un sommet historique de 78 % du revenu personnel disponible, comparativement à 75 % au début de l'année.

La faible croissance du passif des sociétés privées non financières cadrait avec les dépenses en capital et la baisse des bénéfices (financement interne) observées au cours de l'année. Leurs emprunts sur le marché du crédit n'ont été que de 335 milliards de dollars, les emprunts nets contractés en 1990 équivalant environ à la moitié de ceux faits en 1989. Le ratio d'endettement de ce secteur s'est accru pour une troisième année consécutive, après avoir plongé de 1982 à 1987.

La valeur nette du gouvernement fédéral (actif moins passif moins régime de pension de la fonction publique) est déficitaire depuis plusieurs années, ce qui reflète l'accumulation des déficits. Elle était de moins 247 milliards de dollars à la fin de 1990. La part de la dette du gouvernement fédéral détenue par les résidents est passée d'environ 85 % en 1987 à 78 % en 1990.

La part des actifs financiers de l'économie détenue par les institutions financières canadiennes est demeurée à environ 70 %, le même niveau qu'en 1989. L'avoir financier agrégé des institutions financières s'est accru de 7 % en 1990, comparativement à 10 % en 1989.

L'actif total au bilan national – la somme des bilans de tous les secteurs de l'économie canadienne – se chiffrait à 5 708 milliards de dollars à la fin de 1990, un niveau huit fois plus élevé que le PIB. Le patrimoine national – les avoirs tangibles de l'économie – a atteint 2 340 milliards de dollars à la fin de 1990. La valeur nette totale – une mesure plus restreinte du patrimoine – s'est accrue de 7,2 %, pour atteindre 2 090 milliards de dollars.

Pour de plus amples renseignements, communiquer avec la Division de l'environnement et des comptes du patrimoine au (613) 951-9043.

Alberta en tête de la croissance économique

L'année 1990 a été caractérisée par un ralentissement de la croissance du produit intérieur brut aux prix du marché dans toutes les provinces et dans les territoires. C'est l'Alberta qui a connu la croissance la plus forte. Une hausse importante des investissements en capital fixe des entreprises et des dépenses personnelles en produits et services de consommation ont été les principales causes de cette bonne performance économique. En Colombie-Britannique, en Nouvelle-Écosse, à l'Île-du-Prince-Édouard, en Saskatchewan et au Nouveau-Brunswick, la croissance du PIB a également surpassé la moyenne nationale de 4,0 % (voir le tableau Perspectives provinciales).

En Ontario, la croissance a été inférieure à la moyenne pour la première fois depuis 1985 et la part du PIB national y a diminué. La part du PIB du Québec est demeurée inchangée malgré le ralentissement de son économie.

La demande intérieure finale a connu une croissance réelle de 1,0 % à l'échelle nationale en 1990. Les dépenses en capital fixe des entreprises, l'élément clé de la faible croissance, explique aussi une bonne partie de la variation de la croissance de la demande intérieure finale réelle par province et territoire. Le Yukon, l'Alberta et la Colombie-Britannique, où les investissements des entreprises ont fortement augmenté, ont également connu les

(suite à la page 3)

... Alberta en tête de la croissance économique

plus fortes hausses de la demande intérieure finale réelle. De même, les baisses de la demande intérieure observées dans les Territoires du Nord-Ouest, en Ontario et à Terre-Neuve reflétaient une baisse des dépenses d'investissement.

Parmi les autres composantes de la demande intérieure finale, la croissance des dépenses personnelles en produits et services de consommation en prix constants a également accusé une forte baisse partout au pays. En 1990, la valeur réelle des achats gouvernementaux de produits et services en prix de 1986 s'est accrue plus rapidement que la valeur des autres principales composantes de la demande. Les stocks en prix constants des entreprises non agricoles ont diminué considérablement en 1990 en raison des taux d'intérêt élevés et de la faiblesse de la demande.

En 1990, c'est en Alberta que le taux d'inflation, mesuré par l'indice implicite des prix de la demande intérieure finale, a été le plus élevé (4,5 %). Venaient ensuite la Colombie-Britannique (4,1 %) et la Nouvelle-Écosse (4,1 %). Ces provinces ont aussi connu la plus forte croissance de la valeur nominale du PIB.

Le revenu du travail s'est accru de 3,1 % au Yukon à 8,8 % en Colombie-Britannique. La moyenne nationale était de 6,9 %. Les bénéfices avant impôts des sociétés ont fortement diminué dans la plupart des industries en 1990. Comme les prix du pétrole brut ont augmenté, seule l'Alberta a vu ses bénéfices augmenter (10,4 %). Les revenus d'intérêt et les revenus de placements divers ont fortement augmenté dans la plupart des provinces et territoires en 1990. Enfin, le revenu comptable net des exploitants agricoles a chuté, en particulier dans les provinces des Prairies et en Ontario, qui ont été durement frappées par la baisse des subventions.

Pour de plus amples renseignements, commander Comptes économiques provinciaux, estimations préliminaires (numéro 13-213P au catalogue) ou communiquer avec la Division des comptes des revenus et dépenses au (613) 951-3817.

PERSPECTIVES PROVINCIALES

Comptes économiques provinciaux, 1990

Province	PIB (prix du marché) variation annuelle en %		Proportion du PIB canadien (prix du marché)		Demande intérieure finale (prix de 1986) variation annuelle en %	
	1989	1990	1989	1990	1989	1990
Canada	**8,0**	**4,0**	**100,0**	**100,0**	**3,7**	**1,0**
Terre-Neuve	6,2	3,9	1,3	1,3	2,6	-0,7
Île-du-Prince-Édouard	6,5	5,5	0,3	0,3	0,7	2,4
Nouvelle-Écosse	7,5	5,6	2,5	2,5	2,4	1,6
Nouveau-Brunswick	7,5	4,3	1,9	1,9	4,3	0,2
Québec	6,6	3,6	23,2	23,2	2,9	1,2
Ontario	8,8	2,9	41,9	41,4	3,8	-1,0
Manitoba	9,0	2,2	3,6	3,5	2,0	0,9
Saskatchewan	8,2	4,5	3,0	3,0	-1,9	1,7
Alberta	7,5	7,2	10,2	10,5	2,2	3,7
Colombie-Britannique	10,2	6,2	11,7	12,0	7,5	3,5

Valeur des permis de bâtir inchangée

Après avoir généralement diminué pendant un an et demi, la valeur des permis de bâtir est demeurée pratiquement inchangée en février (- 0,1 %), la hausse observée dans le secteur résidentiel ayant presque entièrement contrebalancé la baisse enregistrée dans le secteur non résidentiel.

La valeur des permis de construction résidentielle s'est accrue de 13,4 %, pour atteindre 898 millions de dollars, mais elle est demeurée inférieure à la moitié du sommet atteint en janvier 1990. La valeur des permis de construction de logements unifamiliaux s'est accrue de 9,5 %, pour atteindre 556 millions de dollars, tandis que celle des permis de construction de logements multifamiliaux a augmenté de 20,2 %, pour s'inscrire à 342 millions de dollars.

La valeur des permis de construction non résidentielle a diminué de 10,2 %, pour descendre à 953 millions de dollars, reprenant la tendance à la baisse amorcée en août 1989 et interrompue par une hausse en janvier. La valeur des permis de construction commerciale a diminué de 18,0 %, pour tomber à 530 millions de dollars, contrebalançant la

(suite à la page 4)

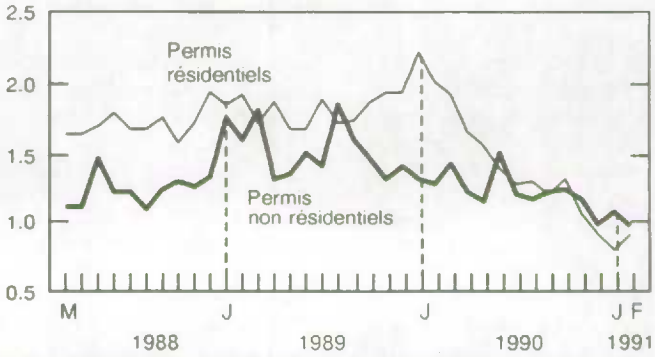
... Valeur des permis de bâtir inchangée

hausse observée le mois précédent. La valeur des permis de construction industrielle a diminué de 47 %, pour descendre à 99 millions de dollars. Il s'agissait là d'une cinquième diminution consécutive. La valeur des permis de construction institutionnelle s'est accrue de 42,7 %, pour atteindre 324 millions de dollars, son niveau le plus élevé en sept mois.

Pour de plus amples renseignements, commander Permis de bâtir (numéro 64-001 au catalogue) ou communiquer avec la Division des investissements et du stock en capital au (613) 951-2585.

Permis de bâtir

Milliards de dollars, donnees desaisonnalisees



Correction

Une erreur s'est glissée dans l'Infomat la semaine dernière.

Nous avons écrit : «Après avoir fortement *augmenté* en janvier, le commerce de gros s'est accru de 1,4 % en février, pour atteindre 13,6 milliards de dollars. Il a suivi une tendance à la *hausse* tout au long de 1990.» Ce passage aurait du se lire : « Après avoir fortement *diminué* ...milliards de dollars. Il a suivi une tendance à la *baisse* tout au long de 1990.

Rémunération en hausse accélérée

En février, la rémunération hebdomadaire moyenne était en hausse de 6,2 % par rapport à février 1990, sa plus forte augmentation d'une année à l'autre en un an.

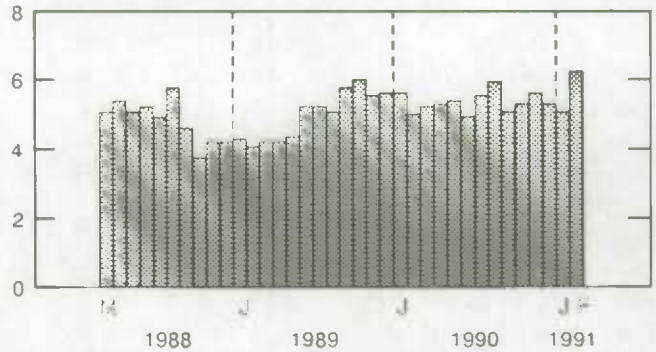
Dans les industries de biens, la rémunération s'est accrue de 6,3 %, comparativement à la moyenne de 5,8 % en 1990 et à celle de 5,4 % en 1989. C'est l'industrie forestière qui a signalé l'augmentation d'une année à l'autre la plus forte (17,3 %). La hausse observée dans le secteur de la fabrication était supérieure à la moyenne de chacune des deux années précédentes. Dans les autres industries de biens, la rémunération s'est accrue plus lentement que la moyenne de chacune des deux années précédentes.

Dans les industries de services, la rémunération s'est accrue de 7,0 %, comparativement à la moyenne de 5,8 % en 1990 et à celle de 4,8 % en 1989. Dans les services non commerciaux, la croissance a été de 7,1 %, un taux élevé en regard de la moyenne de 5,8 % enregistrée en 1990 et à celle de 3,6 % relevée en 1989. Par contre, la rémunération a accusé un treizième recul consécutif d'une année à l'autre dans le secteur des affaires immobilières.

Dans les industries de biens, les employés rémunérés à l'heure travaillaient en moyenne 37,6 heures par semaine, soit moins qu'en février 1990 (38,7 heures), et gagnaient 15,95 dollars l'heure. Dans les industries de services, ils travaillaient en moyenne 27,2 heures, chiffre semblable à celui de l'an dernier, et gagnaient 11,92 dollars l'heure.

Rémunération hebdomadaire moyenne

Variation en %, année précédente



Nota : Les données sur les rémunérations hebdomadaire et horaire moyennes sont influencées par la composition de l'emploi par industrie, profession et province de même que par les changements apportés aux taux de rémunération. On a produit des données à pondération fixe sur la rémunération horaire moyenne (voir «Salaires : où en sommes- nous ?», un article paru dans le numéro d'hiver de *L'emploi et le revenu en perspective*).

Pour de plus amples renseignements, commander Emploi, gains et durée du travail (numéro 72-002 au catalogue) ou communiquer avec la Division du travail au (613) 951-4090 (télécopieur : 951-4087).

Les prix du pétrole brut font baisser IPMB.

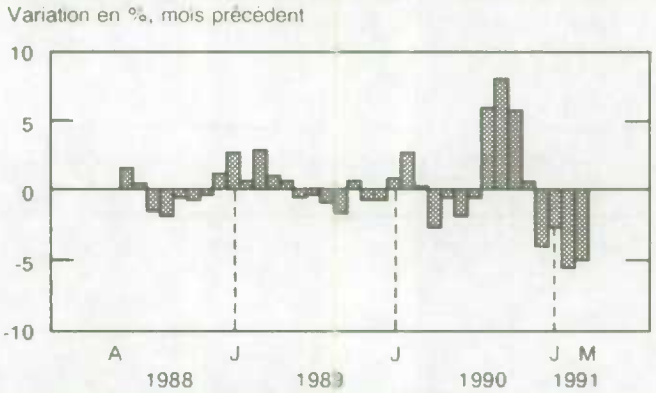
En mars, l'indice des prix des matières brutes a diminué de 5,0%. Cette quatrième baisse consécutive était principalement attribuable à la chute des prix du pétrole brut.

La composante des combustibles minéraux a de nouveau diminué en raison surtout d'un recul estimatif de 14,9 % des prix du pétrole brut et d'une baisse estimative de 1,1 % des prix du gaz naturel. Les prix du pétrole brut ont diminué de 40,4 % en tout depuis novembre. Ceux du gaz naturel ont diminué après avoir faiblement augmenté en février. N'eût été des combustibles minéraux, l'IPMB aurait baissé de 0,4 %.

La composante des animaux et des produits d'origine animale a diminué de 0,6 %, après avoir augmenté de 1,0 % en février. Les prix du porc ont fléchi de 3,1 %, après avoir fortement augmenté deux mois de suite. Les prix des fourrures, peaux et pelleteries ont diminué de 10,9 %, tandis que les prix des oeufs ont augmenté de 5,3 %.

La composante des substances végétales a diminué de 2,3 %, poursuivant la tendance à la baisse amorcée en juin 1990. La baisse des prix des pommes de terre (- 34,4 %) et celle des prix du soya

Indice des prix des matières brutes



(- 2,9 %) ont été contrebalancées en partie par la hausse des prix des grains (1,3 %) et celle des prix du colza (2,5 %).

La composante des minéraux non métalliques s'est accrue de 1 %, poursuivant la tendance à la hausse amorcée au début de 1990.

Pour de plus amples renseignements, commander Indices des prix de l'industrie (numéro 62-011 au catalogue) ou communiquer avec la Division des prix au (613) 951-9607.

IPPI toujours en baisse

En mars, l'indice des prix des produits industriels a diminué de 0,4 %, une deuxième baisse consécutive. Des 21 principaux groupes de produits, neuf ont signalé des baisses, et huit, des hausses. Rien n'a changé dans les quatre autres.

La composante des produits du pétrole et du charbon a diminué pour un troisième moins consécutif, ayant chuté, selon les estimations, de 3,3 % en mars. Ce recul était principalement attribuable à la baisse des prix de l'essence et d'autres carburants.

La composante du papier et des produits du papier a diminué de 1,1 % en raison surtout d'un recul de 2,8 % des prix de la pâte. Cette sixième baisse consécutive des prix de la pâte s'est fait sentir sur les marchés intérieur et des exportations. Les prix du papier journal ont diminué (- 0,4) pour la première fois depuis octobre 1990.

En mars, après avoir connu neuf reculs mensuels consécutifs, la composante du bois-d'oeuvre, des produits de scierie et d'autres produits du bois s'est accrue de 0,6 %. Les prix du bois-d'oeuvre tendre, des contre-plaqués de pin Douglas et des autres contre-plaqués de bois tendre ont augmenté.

La montée des prix de la farine de blé, du sucre et des céréales fourragères complètes ont fait monter les prix de la composante des fruits, légumes, aliments fourragers et autres produits alimentaires de 0,3 %.

Pour de plus amples renseignements, commander Indice des prix de l'industrie (numéro 62-011 au catalogue) ou communiquer avec la Division des prix de l'industrie au (613) 951-9607.

Stocks de grains inégalés en trois ans

Le 31 mars 1991, les stocks des huit principaux grains totalisaient 37,9 millions de tonnes métriques, leur niveau le plus élevé depuis 1987. Les stocks à la ferme ont augmenté de 41 % par rapport à l'année précédente, pour atteindre 27,3 millions de tonnes, tandis que les stocks commerciaux ont augmenté de 10 %, pour atteindre 10,6 millions de tonnes.

Les stocks de blé ont augmenté de 60 % par rapport au 31 mars 1990, et ont atteint 14,7 millions de tonnes. Les stocks de blé durum se sont accrus de 43 %, pour atteindre 2,2 millions de tonnes. La qualité des stocks de blé dur rouge du printemps est excellente. Les cultivateurs estiment que 98 % des stocks se sont classés dans les catégories OC 1 ou 2 de la Commission canadienne des grains, comparativement à 69 % l'an dernier.

(suite à la page 6)

... Stocks de grains inégalés en trois ans

Les stocks de graines oléagineuses détenus à la ferme ont augmenté de 31 % par rapport au 31 mars 1990; ils se sont élevés à 1,8 million de tonnes. Cette augmentation était principalement attribuable à l'accroissement des stocks de lin, qui ont quintuplé par rapport au 31 mars 1990, et ont ainsi atteint 495 000 tonnes. Les stocks de colza sont demeurés pratiquement les mêmes, à 1,1 million de tonnes.

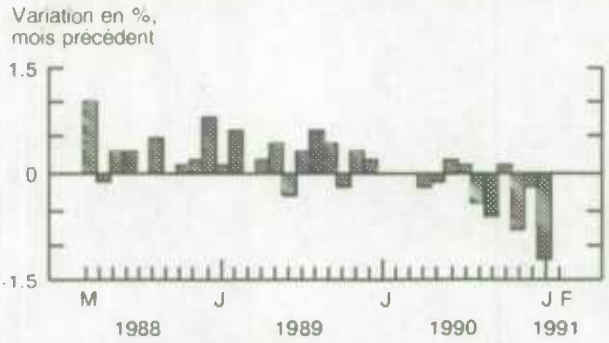
Pour de plus amples renseignements, commander Série de rapports sur les grandes cultures, nº 3 – Stocks de céréales canadiennes au 31 mars 1991 (numéro 22-002 au catalogue) ou communiquer avec la Division de l'agriculture au (613) 951-8717.

PUBLICATIONS PARUES DU 26 AVRIL AU 2 MAI

Division/Titre de la publication	Période	Numéro de catalogue	Prix: Numéro/Abonnement Canada ($ CAN)	États-Unis ($ US)	Autres pays ($ US)
AGRICULTURE					
Série de rapports sur les grandes cultures No.3, Stocks de céréales canadiennes au 31 mars	1991	22-002	12/80	14/96	16/112
COMMERCE INTERNATIONAL					
Sommaire du commerce international du Canada	février 1991	65-001	18,20/182	21,80/218	25,50/255
INDUSTRIE					
Boîtes et emballages en carton ondulé	mars 1991	36-004	5/50	6/60	7/70
Conserves de carottes conditionnées	1990	32-239	13	16	18
Conserves de haricots verts et jaunes conditionnés	1990	32-238	13	16	18
Laine minérale y compris les isolants en fibre de verre	mars 1991	44-004	5/50	6/60	7/70
Lampes électriques (ampoules et tubes)	mars 1991	43-009	5/50	6/60	7/70
Production et stocks de fromage fondu et de poudres de lait écrémé instantané	mars 1991	32-024	5/50	6/60	7/70
Production, livraisons et stocks en main des scieries à l'est des rocheuses (sauf Terre-Neuve et L'Île-du-Prince-Édouard)	février 1991	35-002	10/100	12/120	14/140
Production, ventes et stocks d'appareils ménagers	mars 1991	43-010	5/50	6/60	7/70
Produits de gypse	mars 1991	44-003	5/50	6/60	7/70
Produits pétroliers raffinés	janvier 1991	45-004	18,20/182	21,80/218	25,50/255
Situation du sucre	mars 1991	32-013	5/50	6/60	7/70
INVESTISSEMENT ET STOCK DE CAPITAL					
Dépenses d'exploration, de développement et d'immobilisations pour les mines et les puits de pétrole et de gaz naturel	perspective 1991	61-216	17	20	24
JUSTICE					
Juristat – Bulletin de service – Centre Les contrevenantes adultes dans les systèmes correctionnels provinciaux et territoriaux, vol. 11, no 6. 1989-90	avril 1991	85-002	3,60/90	4,30/108	5/126
Juristat – Bulletin de service – Centre Dépenses des administrations au chapitre des services judiciaires, 1975-76 à 1989-90 vol 11, no 7	avril 1991	85-002	3,60/90	4,30/108	5/126
SERVICES, SCIENCES ET TECHNOLOGIE					
Statistique du téléphone	février 1991	56-002	8,30/83	10/100	11,60/116
TRANSPORTS					
Chargements ferroviaires	février 1991	52-001	8,30/83	10/100	11,60/116

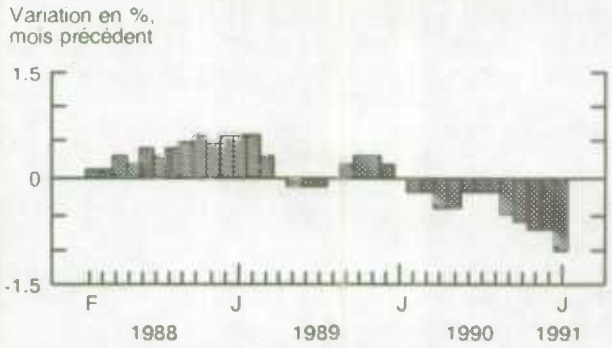
LES TENDANCES ACTUELLES

Produit intérieur brut



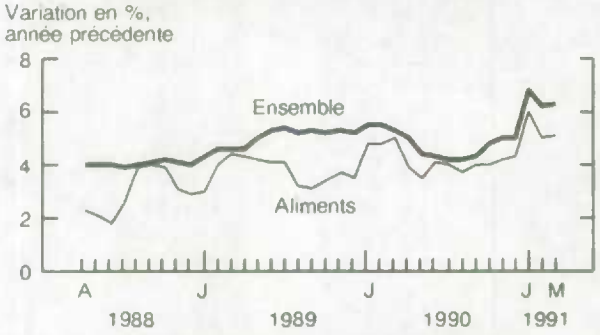
En raison de la reprise observée dans les industries des services, le PIB réel au coût des facteurs est demeuré inchangé en février, après avoir diminué sans arrêt depuis octobre 1990.

Indicateur avancé composite



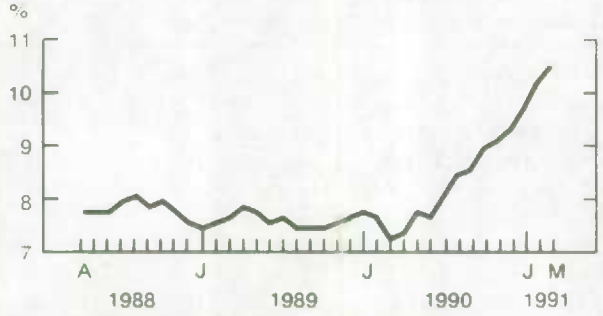
En janvier, la baisse de l'indicateur avancé composite était de 1,0 %, soit la plus forte baisse depuis que l'indicateur a commencé à diminuer en janvier 1990.

Indice des prix à la consommation



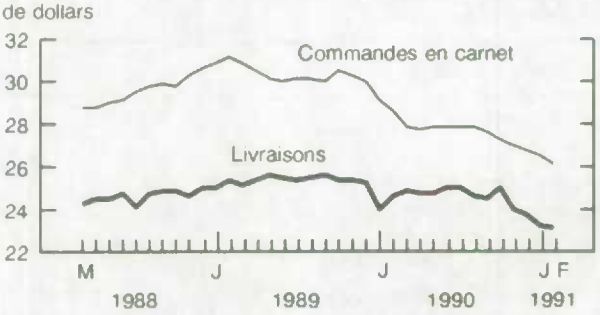
En mars la croissance d'une année à l'autre de l'indice des prix à la consommation était de 6,3 %, un peu plus forte qu'en février.

Taux de chômage



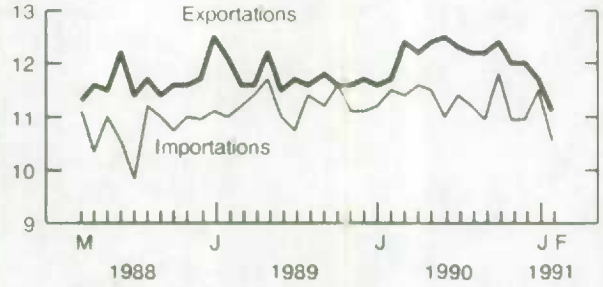
En mars le taux de chômage a atteint 10,5 %, en raison d'une participation plus forte à la population active.

Fabrication



Les livraisons ont diminué de 0,3 % en février, après avoir fortement baissé lors des trois mois précédents. Les commandes en carnet ont chuté de 1,4 %, un septième recul consécutif.

Commerce des marchandises



Les baisses appréciables des exportations et des importations en février coïncidaient avec la récession qui sévit au Canada et aux Etats-Unis.

Nota: *Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception de l'indice des prix à la consommation.*

Statistics Canada Library
Bibliothèque Statistique Canada
1010066361

DERNIÈRES STATISTIQUES MENSUELLES

	Période	Grade	Variation (période précédente)	Variation annuelle
GÉNÉRAL				
Produit intérieur brut (milliards de $ de 1986)	février*	497	0 %	-3,1 %
Indicateur avancé composite (1981 = 100)	janvier	138,4	-1,0 %	-5,2 %
Bénéfices d'exploitation des sociétés industrielles (milliards de $)	3e trim.	5,2	13,6 %	-29,5 %
DEMANDE DOMESTIQUE				
Ventes au détail (milliards de $)	février*	14,8	1,6 %	-8,1 %
Ventes de véhicules automobiles neufs (milliers d'unités)	février	104,7	-5,6 %	-7,3 %
EMPLOI				
Personnes occupées (millions)	mars	12,3	0,0 %	-2,4 %
Taux de chômage (%)	mars	10,5	0,3	3,3
Taux d'activité (%)	mars	66,5	0,1	-0,2
Revenu du travail (milliards de $)	janvier	31,8	-0,1 %	3,1 %
Rémunération hebdomadaire moyenne ($)	février*	529,61	0,6 %	6,2 %
COMMERCE INTERNATIONAL				
Exportations-Base douanière (milliards de $)	février	11,1	-5,2 %	-5,5 %
Importations-Base douanière (milliards de $)	février	10,5	-8,7 %	-9,2 %
Balance du commerce extérieur (milliards de $)	février	0,6	0,4	0,4
FABRICANTS				
Livraisons (milliards de $)	février	23,1	-0,3 %	-6,1 %
Nouvelles commandes (milliards de $)	février	22,7	-1,2 %	-5,6 %
Commandes en carnet (milliards de $)	février	26,1	-1,4 %	-8,8 %
Ratio des stocks aux livraisons	février	1,59	0,01	0,03
Taux d'utilisation de la capacité (%)	4e trim.	74	-3,6	-7,8
PRIX				
Indice des prix à la consommation (1986 = 100)	mars	125,5	0,4 %	6,3 %
Indice des prix des produits industriels (1986 = 100)	mars*	110,3	-0,4 %	0,9 %
Indice des prix des matières brutes (1986 = 100)	mars*	104,9	-5,0 %	-3,7 %
Indice des prix des maisons neuves (1986 = 100)	février	130,3	-2,3 %	-11,0 %

Nota : *Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception de la rémunération hebdomadaire moyenne et des indices de prix.*
* *Nouveau cette semaine.*

I•N•F•O•M•A•T

Bulletin hebdomadaire

Publié par la Division des communications
Statistique Canada.

Rédacteur en chef: Greg Thomson (613) 951-1116
Rédacteur: Yves Saint-Pierre (613) 951-1197

Immeuble R.H.-Coats, Parc Tunney, Ottawa (Ont.), K1A 0T6.

Numéro 11-002F au catalogue. Prix : Canada : 2,50 $ l'exemplaire, 125 $ par année; États-Unis : 3 $ US l'exemplaire, 150 $ US par année; Autres pays : 3,50 $ US l'exemplaire, 175 $ US par année. Abonnements: envoyer un mandat postal ou un chèque à l'ordre du Receveur général du Canada/Vente des publications, Statistique Canada, Ottawa (Ontario), K1A 0T6, ou communiquer avec Vente des publications au 1-800-267-6677.

Publication autorisée par le ministre de l'industrie, des Sciences et de la Technologie. Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable du ministre des Approvisionnements et Services Canada.